

Unité départementale d'Ille et Vilaine
10 rue Maurice Fabre
35065 Rennes

Rennes, le 28/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrières de la Troche

La Troche
56430 Tréhorenteuc

Références : -
Code AIOT : 0005502879

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2025 dans l'établissement Carrières de la Troche implanté LA TROCHE 35380 Paimpont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les 17 et 18 juillet 2025, près de 100 hectares ont brûlé dans la forêt de Brocéliande à proximité de la carrière de la Troche. Cet incendie a brûlé l'ensemble de la végétation bordant le front de taille de la carrière et la clôture bordant le sommet du front de taille.

Suite à des échanges avec l'exploitant, l'inspection s'est rendue sur place afin de constater l'absence de clôture.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières de la Troche
- LA TROCHE 35380 Paimpont

- Code AIOT : 0005502879
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la Troche est une carrière de schiste rouge exploitée par campagnes. Son autorisation a été renouvelée le 26 mai dernier.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Sécurité du public.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence que le feu a détruit la végétation qui permettant interdire efficacement l'accès aux zones dangereuses que constituent les sommets des fronts de taille. Des mesures doivent être prises rapidement pour assurer la sécurité des tiers, dans l'attente d'un dispositif pérenne qui pourra nécessiter un porter à connaissance s'il est réalisé en zone forestière (éventuelle procédure de défrichement).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurité du public.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'accès au chemin bordant le front de taille est actuellement limité par d'un côté une rubalise tendue entre deux arbres et de l'autre par une barrière fermée à clef. Au niveau de ces deux accès, l'arrêté municipal interdisant l'accès à la zone incendiée a été affichée. Cependant l'accès est possible en contournant ces éléments.</p> <p>L'ancienne clôture barbelé a été remplacée au niveau du front de taille par une rubalise tirée</p>

entre des arbres tout le long de la zone.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- > L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour interdire efficacement, et de façon pérenne, l'accès des tiers aux zones dangereuses que constituent le sommet des fronts de taille.
- > Il est également demandé à l'exploitant, dans l'attente de la mise en œuvre de la mesure pérenne susvisée, d'indiquer les mesures conservatoires mises en œuvre pour assurer la sécurité aux abords du site.

Une mise en demeure est proposée sur ces points au préfet.

L'attention de l'exploitant est également attirée sur le fait que les merlons concernés sont en secteur boisés.

> Ainsi, un éventuel projet de construction de clôture "en dur" devra tenir compte du fait qu'en fonction de son impact une demande de déboisement pourrait être nécessaire. Ce point devra être spécifiquement précisé dans le porter à connaissance qui présentera la solution pérenne retenue pour interdire l'accès aux zones dangereuses (sommet des fronts de taille).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois